

# LA PRÉFÈTE DU SHAPE visée par une enquête

 La ministre de l'Éducation a mandaté une mission d'investigation et d'enquête

► **MAISIÈRES** L'ambiance est de plus en plus électrique dans les couloirs de l'école internationale du SHAPE. La préfète de la section secondaire est au coeur de la tempête depuis plusieurs semaines. *“La situation est telle que certains professeurs tombent en burn-out et que l'image de l'établissement semble fortement altérée”*, avance Françoise Bertieaux (MR) en interpellant la ministre de l'Éducation Marie-Martine Schyns (CDH) en commission de l'éducation de la Communauté française.

*“Les professeurs se sentent littéralement abandonnés par leur administration, à tel point que les enseignants nommés à titre définitif se renseignent pour un changement d'affectation ou songent à quitter l'enseignement”*, ajoute la députée en se basant sur plusieurs témoignages collectés à l'école. *“Il y a des problèmes de réorganisation complète des classes avec des élèves de niveaux très différents sans en référer au professeur compétent, du colportage de rumeurs et calomnies sur des membres de l'équipe éducative, des informations volontairement erronées données au personnel, aux syndicats et à l'administration, un animal domestique amené au bureau quotidiennement, du harcèlement, des grossièretés, des manquements administratifs, etc.”*

**C'EST SUITE** à nos révélations dans notre édition du 19 janvier dernier que la députée Françoise Bertieaux s'est tournée vers la ministre de l'Éducation la semaine dernière. *“Un article de presse a exacerbé les excès d'autorité de la préfète”*, a-t-elle invoqué à Marie-Martine Schyns. *“Depuis, elle s'acharne plus que jamais sur les membres du personnel afin de déterminer qui en est à l'origine. Elle les interroge de manière virulente et fait pression sur eux en les menaçant de la perte de leur emploi. Elle les oblige également à rédiger des lettres de soutien à son égard, voire à signer celles qu'elle a rédigées elle-même.”*

Les enseignants de l'école sont désormais dans l'attente d'une issue. La ministre de l'Éducation assure qu'une procédure est toujours en cours. *“J'ai décidé de demander une mission d'investigation officielle auprès de Wallonie-Bruxelles Enseignement (WBE)”*, assure Marie-Martine Schyns. *“Elle a produit un rapport contenant des éléments probants. J'ai donc souhaité qu'une nouvelle mission d'enquête ait lieu afin d'approfondir ses contenus. L'inspection générale sera ainsi envoyée dans l'école pour établir un rapport d'enquête, lequel nous permettra de prendre des mesures telles que celles que vous évoquiez dans votre question.”*

Un préfet coordinateur a éga-

lement été envoyé sur place pour tenter de faire toute la lumière sur cette histoire. *“Il m'a fait part de témoignages qui coïncident avec ceux qui vous ont été rapportés”*, répond la ministre à Françoise Bertieaux. *“Nous nous inscrivons donc bien dans une démarche importante que nous ne prenons absolument pas à la légère.”*

Malgré cela, la préfète, via son avocate, réfute toutes ces accusations. *“Ces propos sont mensongers et fermement contestés par ma cliente. Un courrier a été communiqué à cet égard tant à l'administration qu'au cabinet de madame la ministre Schyns. Le moment venu, lorsque au terme de l'enquête en cours, la parole me sera donnée, je m'en expliquerai, pièces à l'appui. Sachez aussi qu'un parent d'élève est venu agresser ma cliente, en présence d'un témoin. Sans doute, était-ce pour tenter de pousser ma cliente à la faute.”*

Il y a deux semaines, un courrier envoyé par un enseignant mettait aussi en avant cet opinion : *“Nous ne nous sommes pas reconnus dans la situation décrite dans votre article”*, disait-il notamment en défendant sa préfète. Le cabinet de la ministre de l'Éducation devra désormais démêler tout le vrai du faux de cette histoire.

S. Ha.

## La lenteur de décision pointée du doigt

**SHAPE** Contactée, la députée Françoise Bertieaux (MR) regrette qu'une décision, voire une sanction, n'ait pas encore été prise. *"Ce qui m'inquiète et me choque, c'est la lenteur de réaction effective au niveau de la ministre et de l'administration. La situation est de plus en plus grave. Quand j'ai interrogé la ministre la première fois, elle était déjà au courant des problèmes. Mais les problèmes ne font que s'aggraver donc j'ai réinterrogé la ministre et je l'entends dire qu'elle va seulement diligenter l'enquête administrative. Je ne comprends pas pourquoi autant de temps a été laissé avant d'ouvrir cette enquête."*

La ministre Marie-Martine Schyns en est consciente. *"Cela demande un certain temps",* admet-elle. *"J'ai néanmoins insisté quant à la nécessité d'établir dans les plus brefs délais un rapport d'enquête préliminaire, ce qui permettrait déjà certaines mesures sans devoir attendre qu'un rapport d'enquête complet soit établi. Aucune zone de non-droit n'existe au sein de nos écoles. Si j'ai demandé une mission d'investigation puis une mission d'enquête, qui ont*

*été menées par deux personnes différentes, c'est pour faire les choses dans l'ordre, prendre les bonnes décisions et ramener un climat de sérénité à l'école du Shape."*

S. Ha.

### CHRONOLOGIE



■ **DÉCEMBRE 2016** Une nouvelle préfète prend les rênes à l'école internationale secondaire du SHAPE.

■ **SEPTEMBRE 2017** Des enseignants dénoncent anonymement un comportement déplacé de la part de la préfète ainsi que des problèmes d'organisation au sein de l'établissement.

■ **NOVEMBRE 2017** La députée Françoise Bertieaux (MR) interpelle une première fois la ministre de l'Éducation Marie-Martine Schyns (CDH). Une mission d'investigation officielle débute.

■ **JANVIER 2017** Une seconde interpellation de la députée Françoise Bertieaux met au jour que l'enquête diligentée par Wallonie-Bruxelles Enseignement (WBE) est approfondie.